

L'antisionisme au Canada

**Produit pour le Comité sénatorial permanent des droits de la personne (RIDR) –
Novembre 2025**

Destinataires : Membres du Comité sénatorial permanent des droits de la personne (RIDR)

Expéditeur : Professeurs Cary Kogan, Deidre Butler et Pamela Walker, RDACE

Date : Le 17 novembre 2025

Sujet : L'antisionisme au Canada, l'évolution de l'antisémitisme

Le Réseau des académiques canadien.ne.s engagé.e.s (RDACE, neca-rdace.org) est un réseau de professeurs de plus de 400 membres juifs et non juifs sur 52 campus canadiens. Le RDACE promeut la liberté universitaire, l'excellence en recherche et le pluralisme intellectuel pour contrer l'antisémitisme.

1. Placer l'antisionisme dans son contexte historique

Le consensus du Canada sur la définition de l'antisémitisme, la Définition opérationnelle de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (AIMH) [1], qui est appliquée dans la Stratégie canadienne de lutte contre le racisme, comprend six exemples illustratifs qui font référence à Israël. Cette inclusion reflète une reconnaissance de la nature évolutive de l'antisémitisme et de sa manifestation la plus récente, l'antisionisme.

Histoire de la discrimination anti-juive

La discrimination et la haine envers les Juifs ont une longue histoire et reflètent les idéaux et les problèmes présents à différentes époques historiques. Quelle que soit son expression, la **caractéristique commune à toutes les différentes manifestations de l'antisémitisme est un ensemble de mensonges, de calomnies, de conspirations et d'accusations qui blâment les Juifs, le judaïsme ou le collectif juif d'empêcher la société d'atteindre ce que la majorité valorise le plus.**

L'antisémitisme évolue au fil du temps. Historiquement, nous pouvons retracer cette évolution au cours de l'histoire depuis l'antijudaïsme jusqu'à l'antisémitisme, puis à l'antisionisme. Malgré cette évolution, les manifestations antérieures de l'antisémitisme ne sont jamais complètement remplacées, elles continuent d'être réimaginées et repensées, et perdurent aujourd'hui.

Antijudaïsme : L'antijudaïsme est apparu dans le christianisme ancien dans le cadre des efforts de substitution (la doctrine chrétienne selon laquelle l'Église a remplacé le peuple juif en tant que peuple élu de Dieu, supplantant ainsi le judaïsme) pour définir et différencier la nouvelle religion comme le chemin véritable et juste. Le judaïsme et le peuple juif ont été condamnés comme étant régis par des règles et spirituellement vides, rejetant délibérément la vérité du christianisme. Les Juifs ont été blâmés pour la mort de Jésus, une diffamation qui les présentait à la fois comme exceptionnellement mauvais et puissants.

Antisémitisme : Avec l'avènement de l'idée de race qui pouvait expliquer à la fois le caractère individuel et les grandes différences culturelles, et culminant avec les lois sur la pureté raciale de l'Allemagne nazie, l'antisémitisme est devenu la forme prédominante de haine des Juifs. Dans cette phase, les Juifs étaient présentés comme des sous-humains, des pollueurs de race, dont l'impureté génétique devait être éradiquée de la société. Les Juifs étaient également présentés comme étant particulièrement malveillants, sournois et manipulateurs, travaillant activement contre les intérêts du bien. Cette fantaisie d'un pouvoir juif mondial démesuré est illustrée par la contrefaçon soviétique, les Protocoles des Sages de Sion, qui continue d'être diffusée par les antisémites comme preuve de la perfidie juive.

Antisionisme : La dernière incarnation de la haine envers les Juifs est l'antisionisme.

L'antisionisme repose sur la diffamation et la distorsion pour affirmer que c'est le collectif juif, Israël, plutôt que le Juif individuel, qui incarne le mal. Il affirme par ailleurs que les Juifs, qui ont des milliers d'années d'histoire en ce lieu, fabriquent une revendication légitime à leur terre ancestrale. En effaçant cette histoire, les antisionistes rejettent les Juifs comme des colons néfastes qui ont usurpé les droits du véritable peuple autochtone, les Palestiniens. L'antisionisme prétend qu'Israël, de manière exceptionnelle, est l'unique État qui doit être éradiqué. Il est important de noter que l'antisionisme est souvent présenté par ses partisans comme une simple position politique qui n'est qu'une critique des actions de l'État d'Israël (REMARQUE : la critique légitime d'Israël n'est pas antisémite et l'AIMH reconnaît explicitement ce fait). Pourtant, les antisionistes ne critiquent pas seulement l'action de l'État, ils la délégitiment, la diabolisent, l'exposent à des normes qui ne s'appliquent à aucun autre État ou gouvernement, et appellent à sa destruction.

Les antisionistes définissent le sionisme en des termes faux qui n'ont aucune ressemblance avec la façon dont la communauté juive en général comprend le terme ou la réalité politique d'Israël [2]. Par exemple, ils déclarent que les sionistes sont des suprémacistes juifs qui cherchent le génocide culturel des Palestiniens. En fait, le sionisme, bien compris, est la croyance que le peuple juif a le droit à l'autodétermination dans une partie de son territoire ancestral autochtone (94 % des Juifs canadiens partagent cette croyance, tandis que seul 1 % soutient l'antisionisme [2]). Ce n'est pas un mouvement « suprémaciste », et le respect des droits des personnes de tous horizons, y compris les Druzes, les musulmans, les chrétiens et d'autres, est inscrit dans la Déclaration d'indépendance d'Israël. Néanmoins, les antisionistes utilisent de telles diffamations, qui servent d'argument fallacieux pour justifier, à titre d'impératif moral, les appels à l'éradication du seul État juif où plus de la moitié des Juifs du monde résident.

Les antisionistes déforment fréquemment l'Holocauste ou utilisent son langage et ses images pour rabaisser et diaboliser Israël et le peuple juif. Des enquêtes récentes montrent que près de 20 % des Canadiens de moins de 25 ans croient que l'Holocauste est exagéré ou ne s'est jamais produit. La distorsion du sionisme et l'Holocauste se renforcent mutuellement et, ensemble, ils renforcent les diffamations contre les personnes et les institutions juives.

Histoire de l'antisionisme

L'antisionisme n'est pas une nouvelle idéologie et précède même l'établissement de l'État d'Israël en 1948. L'antisionisme a été utilisé à maintes reprises dans de nombreux pays, dont l'Union soviétique, l'Irak et la Pologne. Par exemple, l'Union soviétique a inventé un domaine d'étude qu'elle a appelé la « sionologie » pour prétendre qu'Israël était une menace pour l'ordre mondial, et des milliers de brochures soviétiques, d'articles de journaux et de livres ont été publiés affirmant qu'Israël était un État illégitime et que « le sionisme est du racisme ». Comme l'a établi la chercheuse Izabella Tabarovsky, les Soviétiques ont présenté le sionisme comme un système de domination mondial – racialisé, conspirateur et indissociable de la vie civique juive. Au cours de cette même époque, les Soviétiques ont diabolisé l'idée du sionisme et ont persécuté et emprisonné les Juifs soviétiques. D'éminents Canadiens, notamment Irwin Cotler, ont mené

des campagnes pour sauver des Juifs soviétiques. Pourtant, aujourd'hui, les vieux mensonges soviétiques sont répétés, parfois mot pour mot, dans une grande partie des écrits antisionistes.

Fait important, on constate au Canada à quel point les diffamations qu'utilisent les antisionistes à propos du collectif juif mènent à la stigmatisation des Juifs, suivie d'incitations à la violence contre eux et du déni de leur souffrance. Ce modèle se répète dans chaque pays où l'antisionisme prospère et aboutit finalement à la purge des Juifs. Nous assistons à une augmentation alarmante de la rhétorique et des actions antisionistes visant les Juifs dans tous les secteurs de la société canadienne.

L'antisionisme est devenu si normalisé et légitimé sur les campus universitaires et collégiaux canadiens qu'il s'exprime régulièrement par des images et des rhétoriques violentes tant de la part des professeurs que des étudiants. Il apparaît même sans critique dans le matériel de cours et les programmes. La normalisation de l'antisionisme mène à de la violence. Le 5 novembre 2025, des membres du club Students Supporting Israel (SSI) de la Toronto Metropolitan University (TMU) ont été attaqués physiquement lors d'un événement privé (l'Université a refusé d'accueillir l'événement sur le campus malgré plusieurs demandes du SSI. Students for Justice in Palestine (SJP) de la TMU, un groupe haineux antisioniste, a utilisé son canal de médias sociaux pour inciter aux actions violentes qui ont ciblé l'événement de SSI, qui visait à offrir un dialogue ouvert et un débat avec des soldats des Forces de défense israéliennes ayant combattu le groupe terroriste Hamas à Gaza. D'autres manifestations de l'antisionisme sur les campus canadiens comprennent des campagnes de boycottage, désinvestissement et sanctions, des boycottages universitaires officiels et non officiels d'Israël, ainsi que des déclarations prenant des positions politiques par des départements et des facultés. Ceci a des conséquences mentales et professionnelles cumulatives graves et continues pour les étudiants et le personnel juifs (voir l'annexe A).

L'histoire de l'antisionisme nous montre que sans une action forte maintenant, les Juifs canadiens, qui représentent environ 1 % de la population du Canada, pourraient ne pas avoir d'avenir au Canada.

2. La haine antisioniste utilisée pour expliquer la guerre à Gaza

Revendications fausses au Comité sénatorial permanent des droits de la personne

Les antisionistes, y compris plusieurs organisations qui ont témoigné devant le Comité sénatorial permanent des droits de la personne (p. ex. Voix juives indépendantes), ont recours à des tactiques bien rodées pour cibler de manière exceptionnelle Israël et justifier son démantèlement. Les affirmations qui caractérisent les actions des Forces de défense israéliennes et du gouvernement israélien à Gaza comme « génocidaires » constituent une stratégie antisioniste clé. La diffamation du génocide a été lancée contre Israël tout au long de son histoire, comme l'a décrit le chercheur Goda, 2025 [3]. Ainsi, il n'est peut-être pas surprenant que certains revendiquent même qu'Israël commettait un génocide le 8 octobre 2023 avant qu'Israël n'ait pris de mesures contre le Hamas à Gaza et alors que le Hezbollah dans le Sud du Liban commençait à tirer des missiles sur le Nord d'Israël. La fausse accusation selon laquelle Israël commet un génocide est un mensonge antisioniste qui vise à diffamer, isoler et délégitimer le collectif juif plutôt qu'à décrire avec précision les événements réels de la guerre de Gaza [4], [5], [6].

Certains antisionistes ont cité des organisations non gouvernementales telles que Human Rights Watch (HRW) et Amnistie internationale comme ayant déterminé qu'Israël avait commis un génocide. Pourtant, les deux organisations sont peu fiables [7], [8]. Amnistie internationale a admis avoir inventé une nouvelle définition du crime de génocide en vertu du droit international pour soutenir cette conclusion, et HRW n'a pas appliqué les critères internationalement acceptés pour établir l'existence d'une intention génocidaire. Le biais anti-Israël de HRW s'est manifesté dans des critiques et des controverses de longue date impliquant du personnel ayant des affiliations extrémistes et des allégations de parti pris idéologique [7]. D'autres citent une organisation universitaire de chercheurs sur le génocide qui a adopté une motion déclarant qu'Israël commettait un génocide. Cependant, il a rapidement été révélé que n'importe qui pouvait rejoindre cette organisation, que la motion a été adoptée par quelques dizaines d'activistes et qu'elle incluait même un membre qui utilisait le nom d'Adolph Hitler (voir <https://www.scholarsfortruthaboutgenocide.com>). Leurs accusations de génocide substituent une rhétorique incendiaire à une analyse juridique légitime de l'intention requise pour prouver le génocide. En fait, **aucun tribunal international n'a déterminé qu'Israël commet un**

génocide. Même la juge en chef de la Cour pénale internationale (CPI), après sa retraite, *a précisé que la Cour n'avait même pas établi qu'un cas plausible de génocide existait* [8].

Les antisionistes citent également la plus récente Commission d'enquête internationale indépendante des Nations unies sur le territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est et Israël, qui a déterminé qu'Israël avait commis un génocide. Cependant, la Commission n'est pas un tribunal, et son avis ne reflète pas la position officielle de l'ONU sur cette question. Fait plus troublant, la Commission s'est appuyée sur des renseignements falsifiés (p. ex. en citant mal des responsables israéliens) pour parvenir à sa conclusion controversée et se compose de quatre antisionistes malveillants (<https://unwatch.org/end-the-coi/>) qui ont pour objectif avéré de diaboliser Israël.

Il est important de noter que de tels mensonges antisionistes ont pour effet de cibler la communauté juive au Canada, comme en témoigne l'augmentation stupéfiante des crimes haineux contre les Juifs depuis le 7 octobre 2023 (des statistiques fiables et valides malgré les affirmations des antisionistes), de sorte que les Juifs ont 25 fois plus de risques que le grand public de subir un crime haineux [10] (Statistique Canada, 2024). Les Juifs au Canada sont ciblés dans leurs quartiers, leurs lieux de culte et leurs lieux de travail en raison d'un élément fondamental de leur identité. Des coups de feu ont été tirés dans des écoles pour filles, des synagogues ont été incendiées et des réunions d'étudiants ont été prises d'assaut par des foules en colère. Les droits fondamentaux des Juifs au Canada sont violés en raison de la prolifération et de la promulgation d'un tel discours antisioniste.

3. Antisionisme et inclusion de façade de la communauté juive

Les organisations antisionistes, telles que Voix juives indépendantes et le Jewish Faculty Network se positionnent comme représentant une voix significative réduite au silence au sein de cette communauté qui devrait être considérée sur un pied d'égalité dans l'examen des témoignages juifs sur l'antisémitisme et l'antisionisme. Pourtant, une étude rigoureuse utilisant un échantillon représentatif de Canadiens démontre que leur point de vue antisioniste n'est partagé que par à peine 1 % des Juifs canadiens [2]). Les organisations juives antisionistes sont,

au mieux, des groupes marginaux qui sont utilisés comme des symboles pour discréditer, faire taire et contourner les opinions générales de la plupart de la communauté juive qui affirme le droit des Juifs, comme tous les autres, à l'autodétermination dans une partie de leur terre ancestrale autochtone. Ces groupes inclus de manière superficielle reçoivent une attention disproportionnée de la part des institutions, y compris des médias canadiens. Une telle inclusion de façade a nui aux communautés juives au Canada en présentant faussement des attitudes et des positions extrémistes sur Israël comme reflétant le point de vue général parmi les Juifs. En conséquence, lorsque les Juifs s'expriment et défendent leur identité, ils sont souvent traités comme des parias sociaux en raison des diffamations, de la désinformation et de la mésinformation promues par les antisionistes. **Le RDACE soutient fermement un dialogue approfondi sur Israël, la politique israélienne, la conduite des Forces de défense israéliennes et le gouvernement d'Israël. Mais diaboliser le collectif juif par des accusations idéologiques et un cadre conspirationniste n'est pas un dialogue – c'est une perversion odieuse, et c'est discriminatoire.**

4. Antisionisme déguisé en antiracisme

La diffamation de génocide s'associe à d'autres diffamations antisionistes modernes, qui accusent également faussement ses habitants d'être des colons pratiquant l'apartheid, afin de diaboliser l'État juif. Il convient de noter la façon dont ce langage accablant est généralement accompagné d'affirmations selon lesquelles les Juifs sont « blancs », invoquant les compréhensions nord-américaines de la race comme le seul paradigme explicatif. De telles catégories nord-américaines ne s'appliquent pas au Moyen-Orient. Si un tel cadre était appliqué, plus de la moitié des Israéliens seraient considérés comme des personnes de couleur selon un tel cadre racial. Comment les personnes de couleur qui retracent leur héritage sur 5 000 ans jusqu'à la terre d'Israël peuvent-elles être des « colons blancs »?

L'antisionisme est de plus en plus institutionnalisé, y compris sous le prétexte de lutter contre le racisme au Canada, spécifiquement pour lutter contre la discrimination à l'endroit des Palestiniens. Le racisme anti-palestinien (RAP) est un concept élaboré par deux organisations antisionistes, l'Arab Canadian Lawyers Association et Canadiens pour la justice et la paix au

Moyen-Orient. Elles prennent la revendication politique selon laquelle les Juifs ont le droit à l'autodétermination dans leur patrie ancestrale – une croyance partagée par 94 % des Juifs canadiens – et affirment que cela ne peut être qu'une croyance raciste. Cela recontextualise la résolution de l'ONU de 1975 des Soviétiques selon laquelle « le sionisme est du racisme », qui a été révoquée en 1991. Ces groupes et d'autres promeuvent une définition et un cadre sectaires pour cibler les Juifs selon un aspect clé de leur identité. C'est offensant et néfaste.

Il est important de noter que les appels à l'adoption du concept biaisé et discriminatoire du RAP ne font rien pour remédier à la discrimination contre les Palestiniens au Canada ou ailleurs dans le monde. La discrimination à l'encontre des Palestiniens, comme pour tout groupe, est inacceptable. Heureusement, le Canada dispose de cadres juridiques solides pour traiter de telles questions, dont la *Charte canadienne des droits et libertés* et divers codes provinciaux des droits de la personne. Ces lois interdisent la discrimination fondée sur des facteurs tels que le lieu d'origine, la race, l'ethnicité et la religion. La Commission ontarienne des droits de la personne a déclaré que ces protections sont suffisantes pour couvrir et traiter les cas de préjugés dirigés contre les Palestiniens. Le RAP n'est pas nécessaire pour s'attaquer à cette forme de discrimination contre les Palestiniens.

Le RAP cible explicitement le peuple juif, sa collectivité et son identité nationale comme étant illégitimes ou oppressifs. C'est la marque de l'antisionisme : non pas simplement une critique de certaines politiques israéliennes (ce qui n'est pas antisémite), mais un effort systémique pour délégitimer l'identité collective juive et l'expression politique elle-même. Des recherches émergentes indiquent que l'antisémitisme et l'antisionisme sont des attitudes parallèles qui vont nécessairement de pair. Une pensée conspirationniste sert de médiateur à leur connexion [9].

Utiliser une définition raciste du racisme anti-palestinien pour cibler les Juifs viole les principes fondamentaux des droits de la personne.

Kogan, Louis-Klein et Sandler écrivent (<https://thehub.ca/2025/10/24/a-definition-of-racism-that-targets-jews-is-racist/>) que même « [l]e gouvernement fédéral est maintenant pressé d'inscrire le RAP, y compris par [la représentante spéciale du Canada chargée de la lutte contre l'islamophobie](#), dans sa stratégie de lutte contre le racisme. Ce serait une erreur dangereuse. **En**

adoptant une définition qui assimile l'identité juive au racisme, le Canada minerait son régime existant contre la discrimination, politiserait les normes juridiques et encouragerait ceux qui cherchent à réprimer plutôt qu'à s'engager dans un débat ouvert. Cette définition n'est pas compatible avec les valeurs inclusives et démocratiques du Canada.

[TRADUCTION] »

Conclusion et recommandations

L'antisionisme est la dernière incarnation de l'antisémitisme et la forme dominante que nous voyons au Canada aujourd'hui, surtout sur nos campus postsecondaires. Des tropes et une rhétorique antisionistes ont été propagés dans certains des témoignages présentés devant le Comité sénatorial permanent des droits de la personne.

Nous appelons le Sénat à : 1) reconnaître la menace que l'antisionisme représente pour la communauté juive canadienne et les valeurs démocratiques; 2) ne pas appuyer les organisations antisionistes qui marginalisent la vie civile juive; 3) veiller à ce que les institutions, y compris les médias canadiens, et surtout notre chaîne de diffusion nationale, CBC/Radio-Canada, respectent les normes journalistiques impartiales, et rendent compte de façon nuancée et exacte des points de vue de la majorité de la communauté juive, y compris au sujet d'Israël et de la guerre à Gaza; 4) veiller à ce que les lois sur les droits de la personne soient appliquées de manière équitable afin de protéger le peuple juif au Canada qui fait face à une explosion d'antisémitisme; 5) recommander que la définition opérationnelle de racisme anti-palestinien, voulant que l'identité juive soit intrinsèquement raciste, soit définitivement rejetée par le gouvernement du Canada; 6) soutenir les universités au Canada dans leurs efforts pour lutter contre la haine antisémite, y compris toutes les formes d'antisémitisme et surtout l'antisionisme, qui est devenu systématiquement intégré dans l'éducation canadienne postsecondaire.

[1] La définition adoptée par le Canada de l'antisémitisme, l'AIMH, comprend quatre parties : a) la définition de base, b) le préambule, c) les exemples illustratifs et d) le post-scriptum.

[2] Brym, R. (2025) « What does Zionism mean to Canadian Jews? A longitudinal study of semantic drift. » *Canadian Jewish Studies/Études juives Canadiennes*, vol. 41.

[3] Document de Goda : <https://isca.indiana.edu/publication-research/research-paper-series/norman-jw-goda-research-paper.html>.

[4] Shalev, A.R. (2025), « Hamas' October 7th genocide: Legal analysis and the weaponization of reverse accusations-a study in modern genocide recognition and denial ». *Israel Law Review*. Publié en ligne 2025:1-40. Doi:10.1017/S0021223725100009.

[5] Orbach, D., J. Boxman, Y. Henkin et J. Braverman (2025). « Debunking the Genocide Allegations: A Reexamination of the Israel-Hamas War from October 7, 2023 to June 1, 2025 ». *Mideast Security and Policy Studies*, n° 213.

[6] <https://www.washingtonpost.com/opinions/2025/06/03/israel-gaza-genocide-allegations/>.

[7] Le prétendu parti pris de HRW est détaillé ici : NGO Monitor met en lumière les controverses concernant le personnel et le financement : https://ngo-monitor.org/ngos/human_rights_watch_hrw_.

[8] <https://www.bbc.co.uk/iplayer/episode/m001yp1c/hardtack-joan-donoghue-former-president-of-the-international-court-of-justice>, à la minute 04:54. Voir également <https://rozenberg.substack.com/p/top-judge-corrects-media>.

[9] Harber, K., D. Bulska, T. E. Malloy et V. M. Vila. (accepté) « Antisemitism, Conspiracy Beliefs, and Anti-Israel Attitudes ». *American Psychologist*.

[10] <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/250722/t006a-fra.htm>.

Annexe A : Antisionisme sur les campus

Manifestations de l'antisionisme sur les campus	Conséquences pour le personnel et les étudiants juifs sur les campus canadiens aujourd'hui
Négation de l'appartenance autochtone juive en utilisant des cadres anticoloniaux	Efface l'histoire juive, ne reconnaît pas la diversité juive et le droit légitime de vivre sur une partie de leur terre ancienne
Campagnes de BDS, Boycottages universitaires	Discrimination professionnelle, absence d'invitation à des conférences, événements et organisations professionnels
Déclarations antisionistes de département ou de faculté	Font taire les dissidences, créent un environnement hostile, compromettent la neutralité institutionnelle
Pression pour renoncer au sionisme	Exclusion, police de l'identité
Harcèlement et ostracisme Intimidation et environnement de travail toxique	Les dommages à la santé mentale, la peur, l'isolement, la réduction des occasions et de l'innovation en recherche empêchent à la fois les étudiants et le corps professoral de s'épanouir pleinement

L'antisionisme universitaire sur les campus canadiens aujourd'hui reproduit des modèles antisémites de déni d'identité, d'exclusion et de délégitimation, produisant des résultats qui mènent finalement à l'expulsion de professeurs et d'étudiants juifs de l'université et à la perturbation de la société civile.